

REVUS

Duel à Doha : La conférence de Doha 2008 vue de l'intérieur

La Conférence de suivi des Nations Unies sur le financement du développement, qui se tenait du 29 novembre au 2 décembre à Doha (Qatar), a donné lieu à des scènes inusitées.

Par exemple, lors d'une pause dans les négociations devant aboutir à une déclaration finale, un groupe animé de diplomates agglutiné autour d'un piano demi-queue dans un corridor du Centre Sheraton agissait comme s'il assistait à un match de boxe extrême. Peut-être s'agissait-il d'une joute, mais elle se disputait dans le circuit diplomatique. D'un côté du piano, le diplomate nicaraguayen Paul Oquist, président du comité principal, de l'autre, Bill Heidt, chef négociateur des États-Unis. L'échange était intense.

La scène résumait bien l'affrontement au cœur de la conférence, soit le G-192 contre le G-1 et ses alliés. L'examen en profondeur des enjeux économiques et financiers mondiaux et de la gouvernance se ferait-il au sein des Nations Unies, ou serait-il mené par les organismes habituels, soit la Banque, le Fonds, et le G-8 récemment élargi en G-20? Les négociateurs ont débattu cette question une nuit entière, et le dénouement a tenu

à un mélange étonnant de finesse et d'endurance, surtout de la part des plus petites délégations et des alliés du Président de l'Assemblée générale, Miguel D'Escoto Brockmann.

Nuit blanche au Sheraton, l'affrontement

Les principaux points de discorde ont été formulés devant le comité principal alors que se poursuivaient, à deux pas de là, les discours en séance plénière. Lors d'une séance en soirée, il a semblé possible que l'Union européenne et le G-77 accepteraient d'endosser une proposition de déclaration finale présentée par le Président de l'Assemblée générale. Mais le matin venu, toute possibilité de consensus s'est évanouie alors que le Canada (qui représentait aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande) et le Japon ont respectivement exigé quatre changements dont certains portaient directement sur l'enjeu fondamental. Les États-Unis n'ont fait que compliquer le jeu en exigeant à leur tour une longue liste de révisions et de suppressions dans le texte, allant de simples mots à des paragraphes complets.

-
- 4 Message du président 5 Point de vue du Sud 6 Trouver des solutions par l'intermédiaire du dialogue social
8 Intégrer les droits de la personne aux stratégies de développement
10 Le débat sur l'efficacité de l'aide n'est pas clos... 12 Publications, projets, gens
-



Édition

Lois Ross

Équipe éditoriale

Maureen Johnson, Peter Thornton

Design et Production

Aubut & Nadeau Design Communications

La Revue est publiée par



l'INSTITUT NORD-SUD

On peut aussi la consulter électroniquement à l'adresse www.nsi-ins.ca

Il est permis de reproduire des extraits des articles, à condition d'en mentionner la source et d'envoyer à l'Institut un exemplaire du document dans lequel ils paraissent. Organisme à but non-lucratif, fondé en 1976, l'Institut Nord-Sud mène des recherches sur les relations du Canada avec les pays en développement.

L'INS est enregistré comme œuvre de charité auprès de Revenu Canada (N° 11924 7807). L'INS reçoit une subvention de base de l'Agence canadienne de développement international.

Veillez communiquer avec nous au :

55, rue Murray, bureau 200
Ottawa, ON K1N 5M3
tél 613-241-3535
félocopieur 613-241-7435
courriel nsi@nsi-ins.ca
site web www.nsi-ins.ca

ISSN : 118-4347

Poste-publication entente 1553577

Pour commander...

Toutes les publications payantes de l'INS sont disponibles par l'entremise de

Renouf Books

5369, chemin Canotek Road, Unité 1
Ottawa, ON, Canada K1J 9J3
tél 613-745-2665
félocopieur 613-745-7660
sans free 1-888-551-7470
(en Amérique du Nord)

Les publications gratuites sont disponibles sur le site web au www.nsi-ins.ca

Duel à Doha : La conférence de Doha 2008

vue de l'intérieur (suite de la page 1)

JOHN W. FOSTER



Le but de l'intervention des États-Unis semblait être de vouloir priver les Nations Unies de toute influence dans le débat macroéconomique et le processus décisionnel, et de retirer du texte toute allusion à la gravité de la crise financière et à ses responsables. Sur les questions fondamentales, à savoir le rôle prépondérant des Nations Unies lors d'un sommet ou d'une rencontre d'envergure et un mécanisme de suivi qui lui incomberait, ces intervenants étaient unanimes. Dès lors, du début à la fin de la conférence, les diverses délégations ont soupesé leurs options, négocié paragraphe par paragraphe, et discuté de l'acceptabilité relative des termes « urgent » par opposition à « pressant ».

Au-delà de la réforme de la gouvernance

En marge de cette mêlée, la conférence a tout de même permis de présenter un vaste éventail d'idées et de débats. Des parlementaires, des banquiers arabes, des universitaires latino-américains et des directeurs de grandes fondations ayant leurs sièges aux États-Unis ont participé à six tables rondes d'une durée de trois heures chacune. On y a abordé six thèmes liés au financement du développement, soit les questions systémiques, la mobilisation des ressources nationales, la dette, l'aide au développement, les échanges commerciaux et les investissements étrangers. En outre, des gouvernements, des organismes non gouvernementaux et universitaires ont animé des événements parallèles sous le thème des sources novatrices de financement et de la taxe sur les transactions monétaires internationales, l'atténuation des effets des changements climatiques, les mécanismes de règlement de la dette, la justice fiscale, et bien d'autres. Le président Nicolas Sarkozy (de France), Trevor Manuel d'Afrique du Sud, Heidemarie Wieczorek-Zeul d'Allemagne et Beverley Oda du Canada ont pris la parole devant l'assemblée plénière.

Participation de la société civile

Quelque 250 représentants de la société civile avaient, avant le début de la conférence, organisé un forum préparatoire qui, pour bon nombre d'entre eux, marquait le point culminant d'un an de débats et de séances aux Nations Unies même. Ils se sont présentés à la conférence avec une déclaration étoffée qu'ils ont remise au Président de l'Assemblée générale lors d'un point de presse à l'ouverture de la conférence. Gemma Adaba, membre du conseil de l'INS et représentante de la Confédération internationale des syndicats libres auprès des Nations Unies, a présenté la déclaration de la société civile à l'assemblée plénière.

La contribution la plus éloquente de la société civile a peut-être été, alors que les négociations se déroulaient, une « action » rapide et bien sentie. Pour symboliser le bras de fer qui se jouait entre le G-1 et le G-192, on a installé dans les locaux réservés à la presse deux boîtes de scrutin, une pour « Bush et le G-1 », une autre pour la démocratie mondiale et le G-192. Le lendemain, les médias ont diffusé des images d'« électeurs » souriants et on parlait dans les corridors de l'effet positif que cette démonstration avait eu sur les négociateurs, du moins sur une partie d'entre eux.

Enfin, une résolution

Au dernier jour de la conférence, le comité principal, puis l'assemblée plénière, ont donné leur aval à un consensus sur une question clé : « L'ONU tiendra une conférence au plus haut niveau sur la crise économique et financière mondiale et sur son impact sur le développement, qui sera organisée par le Président de l'Assemblée générale et dont les modalités seront arrêtées au plus tard en mars 2009. » À coup sûr, les débats se poursuivront sur le sens du mot « et »

ainsi que sur le retrait de l'expression « sommet ». Cependant, tant la première rencontre de Monterrey que la conférence de suivi de Doha ont été des rencontres « au plus haut niveau ». Cette prochaine conférence sera un événement de grande importance qui permettra aux gouvernements du G-20 de faire le point et auquel on prévoit que les hauts dirigeants de la Banque et du Fonds participeront.

La conférence de Doha a permis de reconnaître « qu'il est essentiel de maintenir un processus de suivi global et diversifié, faisant appel à de nombreux intéressés, notamment la société civile et le secteur privé » et qu'il importe « que le suivi soit entrepris de manière intégrée, notamment grâce au maintien de l'engagement de tous les ministères compétents, en particulier les ministères du développement, des finances, du commerce et des affaires étrangères ». L'élaboration des modalités des structures et du soutien à ce processus a été confiée au Conseil économique et social et sera discutée à l'occasion des rencontres de cet organisme au printemps.

Bien que la déclaration finale ait été amputée de bon nombre d'éléments précis et d'engagements fermes à agir, notamment au chapitre des changements climatiques, des dettes odieuses et illégales, et laisse une grande marge de manœuvre sur des éléments clés comme les cibles d'APD, on peut constater des progrès sur plusieurs points.

- Contrairement à la déclaration de Monterrey, on a reconnu dans le préambule et dans de nombreux passages de la déclaration finale l'égalité entre les sexes comme élément pesant très lourd dans la pauvreté, et l'importance de l'intégrer dans les démarches et processus de développement. Comme le groupe de travail sur les femmes de la société civile l'a souligné, « la déclaration engage à la promotion de l'égalité entre les sexes et à l'habilitation des femmes dans le secteur économique comme préalable essentiel à un développement équitable et efficace, elle porte la question de l'analyse des genres au premier plan du débat public, et elle réaffirme le besoin d'éliminer la discrimination basée sur le sexe sous toutes ses formes, y compris dans les marchés du travail et financiers, entre autres dans le droit à la propriété. » Toutefois, comme l'a réitéré le groupe de travail, « c'est bien, mais c'est insuffisant. »
- Les pressions exercées par la société civile pour que l'ONU joue un rôle plein et entier dans les domaines de la coopération fiscale, de la transparence et de la justice, et pour faire du comité des Nations Unies sur la fiscalité un organisme intergouvernemental intégré au forum inclusif de l'ONU plutôt que réservé aux membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ont connu un succès mitigé. La question a été portée à l'attention du Conseil économique et social (CES) des Nations Unies.
- On a reconnu qu'un travail décent pour tous était essentiel aux stratégies de développement et à l'éradication de la pauvreté, mais encore faut-il maintenant créer des emplois pour les hommes et les femmes.
- Il a été demandé au Secrétaire général de préparer un rapport d'étape complet sur les sources novatrices de financement devant être présenté devant la 64^e Assemblée générale.
- En outre, il lui a été demandé de solliciter la participation de toutes les parties intéressées pour aborder la question des « moyens plus universels d'effectuer un suivi du volume, de la qualité et de l'efficacité des flux d'aide » et de présenter à cet effet un rapport au Forum pour la coopération et le développement de l'ONU.

L'heure des bilans

La conférence de Doha n'a pas marqué un recul par rapport à Monterrey, mais à certains égards elle a échoué à donner suite à des engagements de réforme pris à Monterrey, et n'a



Ziad Abdul Samad, du Arab NGO Network for Development (ANND), John W. Foster, Chercheur principal à l'INS, et Gemma Adaba, membre du conseil d'administration de l'INS lors d'une conférence de presse tenue la dernière journée de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement à Doha (Qatar).

servi qu'à les réitérer. La voix au chapitre et le poids du vote des pays démunis au sein des organismes financiers mondiaux demeurent marginaux, et cette situation n'évolue que très lentement. En dépit des discours interminables en assemblée plénière faisant état du nombre de personnes touchées par la crise financière, l'ampleur, les impacts sociaux et la responsabilité de cette crise n'ont pas été suffisamment explorés et reconnus.

Comme l'a souligné Gemma Adaba dans le bilan final qu'a fait la société civile de la conférence, malgré les aspects positifs cités plus haut, « à maints égards cette conférence a été un acte manqué. »

Les États-Unis et le Canada

Demeure la question des changements climatiques, et au moment d'écrire cet article la Conférence des Nations Unies qui leur était consacrée se tenait à Poznam en Pologne (décembre 2008). Mais Doha a peut-être été le dernier forum multilatéral dominé par l'attitude destructrice et persistante de l'administration Bush. On a beaucoup entendu dans les coulisses de la conférence de l'expression de frustrations à l'égard d'une rencontre tenue en otage par un régime boiteux approchant de la fin. Dans la salle où se déroulaient les négociations, la position canadienne se démarquait peu. Les objections

(suite à la page 11)

Message du président

La réponse du G-20 à la crise financière : réforme de la réglementation ou transformation institutionnelle?

PAR ROY CULPEPER



Les leaders du Groupe des 20 pays dont les marchés sont industrialisés ou en émergence se sont réunis à Washington le 15 novembre afin de discuter de la

crise économique qui s'aggrave et qui a été précipité à la suite de la déréglementation, de la création excessive de crédit et de la mondialisation sans bornes qui durent depuis des années. Le G-20 a été créé il y a plus de dix ans en tant que club de ministres des finances afin de résoudre la crise financière en Asie. L'ex premier-ministre Paul Martin avait ardemment préconisé que les chefs des gouvernements du G-20 se réunissent sur une base régulière afin d'aborder les questions d'économie à l'échelle mondiale, une idée qui a suscité peu d'enthousiasme de la part des États-Unis et des pays d'Europe. L'ampleur de la crise actuelle a permis que se concrétise la vision de M. Martin. Quels objectifs ont été atteints par les leaders des G-20 à Washington? Les causes profondes de la crise actuelle, notamment l'accumulation continue de risques créés par l'innovation financière rapide et débridée qui n'a pas été suffisamment surveillée et dont l'importance n'a pas été évaluée ou abordée de façon adéquate ont fait l'objet d'un consensus par les responsables politiques, les régulateurs et les superviseurs. La nécessité urgente de stabiliser les marchés financiers et d'appuyer la croissance économique, qui constituent une conséquence de la crise financière, ont fait l'objet d'un consensus entre les leaders.

En conséquence, les leaders des pays du G-20 se sont engagés afin que leurs ministres des Finances et leurs experts souscrivent aux mesures appliquées en vue d'améliorer la transparence et la reddition de comptes, la réglementation judicieuse et de promouvoir l'intégrité de leurs marchés financiers. Il est à noter qu'ils ont reconnu que la réglementation financière doit atténuer les tendances pro-cycliques (croissance de prêts pendant les périodes de haute conjoncture et contractions brusques durant les récessions). Sur le plan international, ils se sont engagés à améliorer

...une question fondamentale consiste à savoir si le G-20 est une organisation adéquate pour aborder la crise économique.

la coopération économique et à réformer les institutions clés comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le Forum sur la stabilité financière. À leur honneur, les pays du G-20 ont surtout reconnu qu'il était essentiel que les pays en développement et émergents soient davantage entendus et représentés auprès des institutions financières internationales. Ils ont accepté de se réunir de nouveau en avril afin de s'assurer que leur programme d'action soit mis en œuvre et que ses objectifs soient réalisés.

Néanmoins, malgré ce début encourageant, il est évident que le poids dominant des recommandations issues du G-20 avait trait à la réforme de la réglementation financière. On ne peut être aussi optimiste en ce qui concerne les possibilités en matière de réformes des institutions financières internationales, qui font partie du programme depuis au moins dix ans. Le progrès a été ralenti en raison de la résistance des Européens et des Américains — qui ont pris du temps à renoncer à l'influence et au pouvoir considérables qu'ils exercent sur ces institutions financières internationales afin de permettre aux pays en développement de s'exprimer davantage en leurs propres noms.

Il est à noter que la déclaration mettait en garde contre la « sur-réglementation » et n'a pas appuyé la réglementation pour les fonds spéculatifs, les centres financiers extraterritoriaux ainsi que d'autres organes et acteurs financiers qui fonctionnent souvent de façon opaque et dont les activités sont difficiles à surveiller. De plus, tout en indiquant la nécessité d'éviter la « procyclicalité », le G-20 n'a pas appuyé la réglementation en matière de finances anti-cycliques. Pourtant, il s'agit exactement de ce qui est essentiel en ce moment pour freiner la récession qui accélère.

Paradoxalement, même si le G-20 a établi son programme de réformes d'envergure, ce

dernier n'est pas suffisant. Il y a eu beaucoup de discussions avant leur réunion quant au besoin d'une « nouvelle conférence Bretton Woods », mais cette réunion a manqué à ses engagements par rapport à de telles aspirations. Certains des problèmes fondamentaux qui déstabilisent l'économie mondiale sont toujours sans solutions, en particulier les déséquilibres de plusieurs trillions de dollars entre les déficits des États-Unis et les surplus en Asie. Ils iront de mal en pis, en vue du redressement soudain du dollar américain qui s'échange présentement bien au-delà des niveaux considérés comme soutenables par les experts. Autrement dit, la crise financière actuelle peut être un signe précurseur d'une autre crise de change davantage déstabilisante à venir au cours des prochains mois ou années.

Dans ce contexte, une question fondamentale consiste à savoir si le G-20 est une organisation adéquate pour aborder la crise économique. La plupart des pays sont exclus du G-20 et plusieurs d'entre eux ne considèrent pas que celui-ci agisse comme un représentant ou un organisme légitime pour discuter de la réforme des institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international, encore moins pour proposer de nouvelles réformes. Puisque la crise est évidemment présente à l'échelle mondiale, la plus universelle des organisations, notamment celles des Nations Unies, doit avoir un rôle à jouer. Un groupe d'experts, présidé par le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz, a été mandaté par les Nations Unies afin de conseiller l'organisme mondial quant aux mesures à appliquer pour gérer la crise. Une réunion a en effet eu lieu suite à la conférence de Doha le 29 novembre sous l'égide des Nations Unies, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, autour d'un objectif commun, à savoir le financement du développement. Bien que le Secrétaire général des

(suite à la page 16)

Point de vue du Sud

Réforme du secteur de la sécurité et la consolidation de la paix du Soudan méridional

PAR ABRAHAM SEWONET ABATNEH



En octobre, j'ai effectué ma troisième visite à Juba, capitale du Soudan méridional, avec Krista Nerland, stagiaire de l'INS. Nous nous sommes rendus au Soudan afin de vérifier le progrès du projet intitulé « Réforme du secteur de la sécurité et la consolidation de la paix au Soudan méridional », qui constitue une importante partie du Programme de prévention des conflits de l'INS.

Les projets de prévention des conflits au Burundi, au Soudan et à Haïti — sont destinés à aider nos partenaires méridionaux à apporter une contribution politique durable en matière de primauté du droit et de gouvernance démocratique dans des pays qui ont déjà connu la guerre et les conflits.

Après 25 ans de guerre civile au Soudan méridional, l'établissement de la sécurité dans les différentes collectivités constitue un objectif crucial et prometteur. Dans ce pays, les forces policières doivent être littéralement constituées à partir de rien. Sans un secteur sécuritaire qui fonctionne bien, il sera beaucoup plus difficile de maintenir la paix fragile au Sud.

L'Institut Nord-Sud travaille de concert avec le Centre d'études sur la paix et le développement (CÉPD) de l'Université de Juba, dans le but d'effectuer des recherches sur la réforme policière et la sécurité communautaire au Soudan méridional. Notre objectif à long terme est la réforme du secteur de la sécurité dans cette région, de manière à répondre aux besoins de la collectivité.

Krista et moi-même avons passé nos trois semaines à Juba à vérifier les trois principaux éléments du projet de la Réforme du secteur de la sécurité.

L'élément « renforcement de la capacité », qui inclut la construction d'espace à bureau pour le CÉPD, progresse bien. Le bureau aura un nouveau véhicule, un système d'Internet sans fil et sa propre génératrice afin de contrer l'approvisionnement imprévisible en énergie à Juba. Les nouveaux locaux constitueront pour le CÉPD une base permanente à partir de laquelle il pourra effectuer ses recherches et s'établir comme un joueur clé dans le processus de consolidation de la paix.

Le deuxième élément important du projet consiste à aider notre partenaire, le CÉPD, à effectuer des recherches sur le rôle de la police en matière de sécurité offerte aux collectivités vulnérables. L'équipe de recherche du CÉPD est parvenue à compléter ses enquêtes auprès des collectivités et des groupes de discussion dans plusieurs États du Soudan méridional.

Aidés de l'équipe de prévention des conflits de l'INS, nos collègues du CÉPD sont à produire un document de travail et un mémoire politique basé sur les résultats des enquêtes et les discussions qui ont eu lieu au niveau des collectivités. Le document a été présenté à Ottawa et à New York, au début de décembre, pour des discussions sous forme de table ronde avec les représentants du Canada et des Nations Unies.

Le troisième élément est l'utilisation de ces conclusions pour façonner les résultats politiques — et souligner l'importance de l'engagement politique. Krista et moi-même avons aidé le CÉPD à organiser deux importants ateliers qui ont permis de réunir une variété d'intervenants nationaux et internationaux impliqués dans la réforme du secteur de la sécurité au Soudan méridional.

Notre objectif à long terme est de présenter les résultats de notre recherche et nos recom-

mandations aux décideurs du gouvernement du Soudan méridional dans le but de générer des changements et, en dernier ressort, améliorer le maintien de l'ordre et la sécurité au Soudan méridional.

Comme l'ont souligné de nombreuses communautés : « Sans la sécurité, la paix est impossible. »

Le succès de notre visite au Soudan, à tous les niveaux, nous porte à croire que nous avons réalisé d'importants progrès sur ce plan. Le projet de la sécurité a attiré l'attention des hauts dirigeants du Soudan et d'autres organisations internationales importantes. Il a également accru le profil de nos partenaires, le Centre d'études de la paix et du développement.

Je remercie le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada qui a généreusement financé notre travail au Soudan méridional. ☺

Abraham Sewonet Abatneh dirige actuellement le projet de la Réforme du secteur de la sécurité et la consolidation de la paix de l'INS au Soudan méridional. Il a travaillé comme spécialiste des questions politiques en matière de paix et de sécurité pour des organismes des Nations Unies et des organisations donatrices en Éthiopie, au Rwanda, au Congo, au Bangladesh, au Togo et au Canada. Il possède une maîtrise en sociologie de l'université de l'Afrique du Sud.



Le besoin d'une analyse claire et de recherche rigoureuse n'a jamais été aussi criant...

Depuis sa fondation qui remonte à 32 ans, l'Institut Nord-Sud a joué un rôle de chef de file dans la création et le partage des connaissances afin que notre monde devienne ainsi plus juste et plus équitable. Notre mission consiste à réduire la pauvreté et l'inégalité grâce à nos recherches qui visent à informer le monde politique et à stimuler un dialogue public.

Votre soutien en tant qu'**Ami(e) de l'INS** nous permettra de faire appel à des partenaires du sud et du nord afin de trouver ainsi une solution aux défis importants auxquels notre planète se trouve présentement confrontée.

Les gestes concrets que posent nos dirigeants mondiaux doivent reposer sur une recherche et sur des options politiques efficaces.

Pour devenir un(e) Ami(e) de l'INS, veuillez consulter

notre site à l'adresse <https://www.nsi-ins.ca/fran/donations/intro.asp> ou nous appeler au (613) 241-3535, poste 260. Courriel: giving@nsi-ins.ca.

Nous vous remercions de votre soutien!

Trouver des solutions par l'intermédiaire du dialogue social

Face à l'insécurité économique qui s'aggrave dans le monde, on porte davantage attention à ses conséquences néfastes, qui touchent surtout les gens pauvres partout dans le monde. Les perspectives d'emploi et de revenu se sont détériorées et comme l'indique le rapport des Nations Unis, le *Rapport sur la Situation économique et sociale dans le monde en 2008* : « dans plusieurs pays en voie de développement, le creux qui résulte de la stagnation ou le déclin de l'emploi dans le secteur privé et de la réduction de l'activité du secteur industriel a été comblé par des emplois plus précaires et moins rémunérés de l'économie parallèle ou du secteur tertiaire en voie d'expansion. »

Les moyens d'existence en agriculture ainsi que l'économie rurale sont également menacés. C'est dans ce cadre général que deux membres du personnel de l'INS ont participé aux réunions portant sur les différents aspects de la crise : Anne Weston, Vice-présidente de l'INS, s'est rendue en Norvège et Pablo Heidrich, Chercheur principal (Commerce et développement) est allé en Argentine.

Notes d'Oslo



PAR ANNE WESTON

Au début septembre, je participais à une conférence d'une journée tenue à Oslo et organisée par le ministère des Affaires étrangères de la Norvège et le Financial Times (FT), l'un des plus importants journaux d'affaires à l'échelle mondiale. Le thème de la rencontre portait sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, qui fait l'objet d'une nouvelle déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) adoptée par les membres en juin 2008¹. Ce qui a surtout impressionné à propos de cette conférence pour plusieurs participants, particulièrement ceux d'entre nous qui proviennent de l'Amérique du Nord, était l'engagement manifesté par des intérêts très diversifiés pour aborder les enjeux de la mondialisation. Outre des représentants du FT et le directeur de l'Organisation mondiale du commerce Pascal Lamy, des représentants de l'OIT, de la Banque mondiale et des groupes de premier rang du secteur privé, ainsi que des représentants de travailleurs syndiqués et d'organisations non gouvernementales, en particulier d'Europe et de pays en voie de développement étaient présents.

Le gouvernement norvégien était présent en force avec trois ministres (Affaires étrangères, Travail et Inclusion sociale et Environnement et Coopération internationale). Des représentants du secteur privé et des syndicats de la Norvège étaient égale-

ment présents en force. C'est ce qui a rendu la journée si rafraîchissante, de constater que le dialogue social est toujours d'usage dans certaines régions du monde.

L'étendue de la crise financière mondiale n'était pas encore évidente au début de septembre, mais tous les participants exprimaient fermement leur empressement et leur engagement à aborder les dessous de la mondialisation ainsi que la pauvreté et le mécontentement connexes qui en résultent dans plusieurs pays développés et en voie de développement.

Juan Somavia, directeur général de l'OIF, a fait valoir que pendant trop longtemps on s'était appuyé sur les aspects positifs de la mondialisation, avec les normes du travail étant perçues comme une distorsion du marché. La nouvelle déclaration de l'OIF reconnaissait, en revanche, que même si les faibles normes du travail ne sauraient servir en tant qu'avantage comparatif, ces normes du travail ne sauraient constituer un outil de protection. La déclaration a plutôt souligné l'importance de quatre éléments : l'emploi, la protection sociale, le dialogue social ainsi que les principes et les droits fondamentaux au travail. Aux fins de la mise en œuvre de ces nouveaux principes, il a souligné l'urgente nécessité d'un « mouvement pour le travail décent ». Somavia a noté la qualité du travail conjoint déjà réalisé par l'OIT et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais il a suggéré qu'on devait faire davantage, notamment en

matière d'analyse des impacts sur l'emploi des diverses options qui demeurent sur la table de négociations de l'OMC à Genève, avant de conclure des ententes finales. En dernier lieu, il a soulevé la question des emplois verts, un autre secteur sur lequel se concentre l'OIT et autour duquel un dialogue social poussé serait utile.

Pascal Lamy a invoqué à plusieurs reprises les problèmes créés par l'expansion commerciale qui a été effectuée sans aide de transition adéquate. Mais il a surtout mis l'accent sur le problème de l'incohérence entre les politiques des différentes organisations internationales en dépit de leur gestion par les mêmes états-nations souverains. Il a indiqué qu'il relevait des États membres de répondre à la question selon laquelle les normes du travail doivent être intégrées aux règlements de l'OMC, au même titre que les normes de propriété intellectuelle, sanitaires et environnementales l'ont été, tandis que l'interface avec le commerce était dorénavant gérée en fonction du droit « dur ». La démarche énoncée, en revanche, dans la déclaration de l'OIT en 2008, en particulier ce qui a trait à la protection, à l'avantage comparatif et aux normes du travail et d'une manière implicite, à la cohérence entre l'OMC et l'OIT, constituaient un « changement important » et un « engagement très fort » mais ne sont toujours pas inscrits comme thèmes d'un traité ou d'une loi dure.

Mary Robinson, présidente de *Realizing Rights: The Ethical Global Initiative* (initiative pour une mondialisation éthique) a souligné les problèmes des pauvres en matière d'accès à la justice, y compris les droits des travailleurs et en particulier le problème de trouver un travail décent dans le secteur non structuré de l'économie. De son point de vue, le travail décent constitue la clé qui permet l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement et elle a déclaré qu'il était regrettable qu'il n'existe aucune mention précise portant sur la création de l'emploi. En dernier lieu, elle a exprimé son soutien en faveur du récent rapport de John Ruggie, représentant spécial pour le commerce et

L'étendue de la crise financière mondiale n'était pas encore évidente au début de septembre, mais tous les participants exprimaient fermement leur empressement et leur engagement à aborder les dessous de la mondialisation...

les droits humains pour l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de la mention faisant état des responsabilités des entreprises à respecter les droits des travailleurs². Certains conférenciers ont critiqué la Banque mondiale à l'égard de sa perception des normes du travail comme des formes de rigidité qui compliquent l'investissement et entraînent de faibles scores pour les pays couverts par les analyses « *Doing Business* » de la Banque. Mais Rachel Kyte, de la Société financière internationale (IFC) du Groupe de la Banque mondiale a indiqué que depuis 2006, l'IFC avait adopté une démarche différente en incluant les normes fondamentales du travail à l'ensemble des normes auxquelles doivent se conformer ses sociétés emprunteuses. Plusieurs autres institutions financières utilisent les normes de l'IFC dans le cadre de leur fonctionnement. L'IFC collabore avec l'OIT en vue de promouvoir de meilleures conditions de travail dans des entreprises de vêtements en Jordanie, au Lesotho ainsi qu'au Vietnam et elle étend maintenant cette collaboration à l'agriculture.

Néanmoins, Lakshmi Bhatia (The Gap) a indiqué que même lorsque le commerce s'intensifiait — comme cela a été le cas avec les vêtements après la fin de l'Arrangement multifibres — la compétition intense entre un grand nombre de fournisseurs dans les chaînes de logistiques mondiales avait mené à une détérioration des conditions. Selon son expérience en Asie du Sud, la durée du travail était plus longue pour plusieurs travailleurs, les

revenus étaient moins élevés et plusieurs travailleurs avaient désormais des contrats à court terme pour des périodes aussi courtes que 10 à 15 jours, même après avoir travaillé pour la même manufacture pendant plusieurs années. Des rapports récents donnent à entendre que l'incertitude grandissante qui sévit dorénavant dans les marchés clés du Nord pourrait faire accroître une telle précarité. Il n'a pas été possible au cours d'une journée de régler les différends et d'en venir à un consensus en matière d'orientation des politiques. Il a tout de même été convenu qu'on doit accorder plus d'attention à l'emploi dans le cadre de discussions portant sur la mondialisation et surtout maintenant, lorsqu'on considère des réponses politiques au ralentissement économique. Dans un numéro récent de la revue *Poverty in Focus* de l'International Poverty Centre (No. 16, décembre 2008, en anglais) plusieurs suggestions sont proposées à cet égard et on met en évidence les types de politiques structurelles indispensables à l'emploi en vue d'assurer la réduction de la pauvreté — aux fins de complémentarité aux politiques macro-économiques qui stimulent l'investissement et la croissance d'une part et aux politiques en faveur de l'équité qui facilitent l'accès des pauvres au travail d'autre part³.

Notes de l'Amérique latine



PAR PABLO HEIDRICH

À la mi-novembre, j'ai participé à la réunion annuelle du *Latin American Trade Network* qui réunit plus d'une centaine de chercheurs du domaine du commerce, des activistes et des responsables des orientations politiques, tous de la région. La réunion avait lieu à Buenos Aires, en Argentine et portait sur deux thèmes principaux : la relation entre le commerce et la pauvreté ainsi que les répercussions sur l'Amérique latine de la crise financière actuelle. La plupart des participants provenaient de la société civile, du milieu universitaire, du

gouvernement argentin, du Mercosur (le plus important bloc commercial en Amérique du Sud, connu sous le nom de Marché commun du Sud) ou, étaient des diplomates.

Venant du Canada, il était rafraîchissant de ne pas entendre parler des attentes concernant l'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis. C'était presque comme si les États-Unis, avec son implosion financière, devenait plus en marge de la région, selon Nestor Stancanelli (ministre des Affaires étrangères, Argentine). Alors que ceux provenant du Mexique et de l'Amérique centrale étaient moins optimistes que les Sud-Américains, tous s'entendaient pour dire que le temps était définitivement venu d'écarter les États-Unis en matière de relations commerciales. Désormais, la diversification à partir des États-Unis n'était plus une question d'idéologie ou, même, elle ne consistait plus à profiter des records de demande de marchandises, mais il s'agissait simplement d'une question de survie économique, a déclaré José Fanelli (CEDES/Réseau de recherches économiques du Mercosur). Le consensus établi à cet égard était réparti sur une base générale et incluait la plupart des groupes de sociétés civiles et même des économistes les plus partisans du néolibéralisme parmi les universitaires, ainsi que des responsables des orientations politiques de niveaux local et régional, qui opinaient poliment de la tête. Seuls les représentants de la Banque interaméricaine de développement et ceux de la Banque mondiale sont restés silencieux et impassibles.

Les discussions sur le commerce et la pauvreté, dans le cadre desquelles Nora Lustig (Colegio de Mexico), Rafael de Hoyos (Banque mondiale) et Ruben Mercado du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont étudié à fond les métriques de la pauvreté, promettaient plus qu'elles n'ont livrées. Tout en déclarant qu'évidemment on avait « trop fait valoir », au sein de la politique latino-américaine depuis 1990, que le libre-échange était un remède à la pauvreté, ils ont souligné qu'on ne saurait

(suite à la page 16)

Intégrer les droits de la personne aux stratégies de développement du secteur privé des organismes donateurs

PAR HEATHER GIBB



Au cours de l'année marquant le 60^e anniversaire de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Parlement a voté pour la

Loi sur la responsabilité en matière d'aide publique au développement (APD), la Loi C-293, qui prévoit que l'aide officielle provenant du Canada ne peut être fournie que si elle répond à trois critères : contribuer à la réduction de la pauvreté; tenir compte des points de vue des pauvres et être compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne. La Loi réaffirme un engagement international de longue date élaboré en 1986 dans la Déclaration sur le droit au développement¹, énoncé de nouveau en 1993 lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et en 1997 par les Nations Unies, qui rattache les droits de la personne au développement.

Bien qu'il existe une partie grandissante dans la pratique du développement qui soit liée à certaines conventions (notamment, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes), on a moins prêté attention aux thèmes des droits de la personne dans les initiatives de développement du secteur privé (DSP) des organismes donateurs et à la façon dont elles pourraient favoriser l'avancement des objectifs en matière de droits de la personne. Les organismes d'aide au développement sont portés à considérer les droits de la personne comme des enjeux de « gouvernance » plutôt que comme des enjeux essentiels aux stratégies visant la promotion de la croissance économique, qui constitue l'objectif premier des interventions en matière de développement du secteur privé. Le processus pour déterminer les possibilités et les conséquences qui découlent des principes des droits de la personne pour des initiatives de développement du secteur privé des organismes donateurs s'avère un processus complexe, selon l'expérience des Chercheurs de l'Institut Nord-Sud (INS).

Les acteurs comme les organismes donateurs ont des points de vue différents sur la question qui oppose les moyens de subsistance aux droits. Certains maintiennent que les revenus priment tout et que la création d'entreprises et l'augmentation de la productivité viennent avant les droits. D'autres avancent que la pauvreté constitue un refus des droits et découle de ce refus.

Grâce à l'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), les Chercheurs de l'INS Heather Gibb, John Foster et Ann Weston ont rédigé récemment une ébauche de document qui examine la question des droits de la personne et les activités de développement du secteur privé (DSP) réalisées par les organismes donateurs. L'étude s'appuie sur la littérature ainsi que des entrevues avec certains organismes donateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)—le *UK Department for International Development* (DFID), la *Swedish International Development Cooperation Agency* (SIDA), la *Norwegian Agency for Development Cooperation*—de l'Organisation internationale du travail (OIT), d'institutions financières (la Banque mondiale, la Société financière internationale, Exportation et développement Canada) ainsi que des organisations de la société civile (CARE Canada, Oxfam en Grande-Bretagne, Droits et Démocratie). L'étude révèle que les démarches pour promouvoir les droits de la personne et pour le développement du secteur privé dans les pays en développement constituent un domaine évolutif.

Le secteur privé peut contribuer à réduire la pauvreté en fournissant de l'emploi, de l'investissement et de la formation, ce qui génère des revenus ainsi que des biens et des services. Les donateurs ont exprimé des points de vue différents au cours des dernières décennies quant aux rôles respectifs du gouvernement et du secteur privé dans les marchés et ils ont adopté différentes démarches pour promouvoir le secteur

privé dans les pays en développement. Les domaines d'activités de DSP réalisées par les organismes donateurs sont multiples et variables. Certains abordent des stratégies macroéconomiques, des problèmes de gouvernance et des cadres politique, légal ou réglementaire (l'application dite du « cadre propice à l'investissement »). D'autres cherchent à promouvoir l'entrepreneuriat au niveau de l'entreprise, par la prestation de microfinance, de services de développement des entreprises, des initiatives de développement communautaire et des projets d'entrepreneuriat social (il s'agit de l'application de l'approche « faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres »). Plusieurs organismes se concentrent sur la promotion des filières comme élément de leurs stratégies de DSP. L'OIT, par exemple, cible la compétitivité économique accrue des entreprises tout en créant des retombées positives pour la main d'œuvre, la collectivité ainsi que pour l'ensemble de la société.

Au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, on semble mettre davantage l'accent sur des approches de gouvernance qui abordent le climat de l'investissement. L'approche s'appuie surtout sur le leadership intellectuel de la Banque mondiale et sur ses rapports influents *Doing Business*, qui préconisent des réformes de la réglementation, des droits de propriété et du marché du travail afin de miser sur la croissance. Des critiques soutenues ont été émises par l'OIT, par des syndicats et par le propre Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale au sujet des indicateurs


de *Doing Business* pour avoir entre autres, accordé un classement élevé à des pays dont la réglementation du travail est de très faible niveau. Ceci illustre certaines des tensions et des contradictions dans les approches en matière de politiques sociales et économiques appliquées par les organismes — d'autres études de la Banque mondiale ont trouvé peu de différences systématiques dans la performance économique des pays qui respectent les normes fondamentales du travail et celles qui ne le font pas².

Les acteurs comme les organismes donateurs ont des points de vue différents sur la question qui oppose les moyens de subsistance aux droits. Certains maintiennent que les revenus priment tout et que la création d'entreprises et l'augmentation de la productivité viennent avant les droits. D'autres avancent que la pauvreté constitue un refus des droits et découle de ce refus. Comment les initiatives de DSP pourraient-elles réduire la pauvreté et favoriser les droits de la personne? Une façon d'aller de l'avant peut se trouver dans le désir croissant pour des approches plus souples d'avancement des objectifs en matière de droits de la personne. Tout comme il y a eu une évolution des idées sur la façon de promouvoir le DSP, des changements se sont manifestés dans la façon de réfléchir sur les droits de la personne et le développement, à partir d'approches légales qui sont liées de façon explicite au cadre international des droits de la personne pour aller vers des approches basées sur des droits, dont l'application pourrait se faire par une plus grande diversité d'acteurs. Bien que fondées sur des conventions de droits de la personne, les approches basées sur les droits cherchent à intégrer les « principes » des droits de la personne, y compris la participation, la responsabilisation, l'égalité et la non-discrimination, la transparence et l'autonomisation. Les acteurs ont trouvé que les approches basées sur les droits leurs sont utiles parce qu'elles abordent les raisons pour lesquelles les personnes sont pauvres — elles approfondissent l'analyse afin d'examiner les relations de pouvoir et le dia-

logue sur les politiques, encourager la planification participative, rendre autonomes les personnes avec lesquelles on travaille et aider à établir des mécanismes locaux de responsabilisation.

Dans le cadre d'un atelier organisé par l'INS récemment pour discuter des droits de la personne et du DSP, Richard Carothers (*Partners in Technology Exchange*) a décrit une approche communautaire en Égypte financée par l'ACDI et qui appliquait une approche basée sur des droits, aux fins d'amélioration des conditions pour des enfants qui travaillaient dans des microentreprises. Bien que fondé sur la Convention relative aux droits de l'enfant, le projet s'est appuyé sur les lois et les coutumes de la collectivité afin de trouver des points d'entrée pour appliquer l'intervention. Le projet offrait des prêts à double usage en guise d'incitation pour que les entreprises tiennent compte des questions de droits des enfants. Le projet comprenait aussi des consultations auprès des enfants qui travaillent dans des microentreprises afin de déceler des problèmes clés liés au lieu de travail et d'en déterminer l'importance et on a trouvé l'occasion d'aborder des questions précises sur l'hygiène et sécurité du travail, sur l'éducation et sur la formation. Droits et Démocratie a piloté l'application de la méthodologie qui permet aux organisations de la société civile de mesurer l'impact de l'investissement sur les droits de la personne et sur les communautés³. Bien que les études d'impact soient fondées sur le cadre des droits de la personne prévu par la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur d'autres traités ou instruments des droits de la personne, Droits et Démocratie a conclu, en se fondant sur l'expérience sur le terrain dans l'application de son modèle, qu'il n'y a pas de formule passe-partout pour les études d'impact — il est important de demeurer flexible.

Les droits de la personne sont indispensables aux fins de la réduction de la pauvreté et pour éliminer l'inégalité; le secteur privé a un rôle à jouer. Les organismes

donateurs œuvrent dans les deux domaines depuis longtemps mais l'attention portée sur la façon dont les droits de la personne et le DSP peuvent s'étayer mutuellement est récente. De nouvelles approches visant l'avancement de l'objectif des droits de la personne semblent émerger des données d'expérience des organismes donateurs et des acteurs au niveau communautaire dans les pays en développement. Comme première étape, il serait utile si les organismes donateurs et les acteurs qui travaillent dans ces deux secteurs faisaient la mise en commun de leurs expériences, leurs évaluations, leurs bonnes pratiques et s'ils exploraient des moyens de rendre leur travail plus complémentaire. Dans le cadre de l'OECD, par exemple, il pourrait s'agir d'une collaboration entre, d'une part le *Network on Governance* des organismes donateurs, qui possèdent de l'expérience en matière de droits de la personne et de gouvernance et d'autre part, leur Réseau sur la réduction de la pauvreté, qui centre son attention sur des stratégies de croissance. 

Heather Gibb est Chercheure principale à l'INS sur les questions d'égalité entre les sexes et de droits des travailleurs.

¹ Article 4 – Déclaration sur le droit au développement : Les États ont le devoir de prendre, séparément et conjointement, des mesures pour formuler des politiques internationales de développement en vue de faciliter la pleine réalisation du droit au développement.

² Toke Aidt et Zafiris Tzannatos, *Unions and Collective Bargaining: Economic Effects in a Globalizing World*, World Bank, 2002. http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2002/09/13/000094946_02083104140023/Rendered/PDF/multi0page.pdf

³ Droits et Démocratie, *Getting it Right: A Step by Step Guide to Assess the Impact of Foreign Investments on Human Rights*, Novembre 2008. www.dd-rd.ca

Vous pouvez télécharger ce document de discussion à partir de notre site Web à l'adresse www.nsi-ins.ca

Le débat sur l'efficacité de l'aide n'est pas clos... :

La conférence « L'aide est-elle efficace? » de l'Institut Nord-Sud et le programme d'action d'Accra

PAR BILL MORTON



Cette année a marqué le franchissement d'un cap pour la prise de décision à l'échelle internationale en matière d'aide et de coopération au service du développement. En septembre, des ministres de gouvernements de pays développés et en développement, d'autres responsables d'institutions de développement et des représentants de la société civile se sont réunis à Accra lors du troisième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement (HLF). Ensemble, ces participants étaient au nombre de plus de 800, faisant du HLF d'Accra la plus imposante conférence jamais consacrée entièrement à l'aide. Plus tard dans l'année, un nombre semblable de participants se sont réunis à Doha lors de la conférence tenue sous l'égide des Nations Unies en vue d'examiner le financement du développement.

Les gouvernements ainsi que les organisations de la société civile ont travaillé avec empressement à la réalisation de cet événement au cours de l'année 2008. En juin, lors d'événements menés en vue du HLF d'Accra, l'INS a tenu une importante conférence internationale intitulée *L'aide est-elle efficace? Peut-elle être améliorée? Questions critiques sur la route d'Accra et de Doha*. La conférence avait lieu à Ottawa et incluait des conférenciers provenant du Cameroun, du Ghana, de la Zambie, de l'Inde, de la Chine, du Sri Lanka et d'Haïti, ainsi que des participants du Canada. Ensemble, ils ont abordé plusieurs des thèmes qui allaient figurer à Accra et à Doha — ainsi que d'autres questions qui sont au centre des intérêts du Sud.

Le point de départ de la conférence était que le contexte international pour l'aide est en mutation. L'aide est fournie par un nombre toujours grandissant d'intermédiaires, y compris par des fondations privées et des nouveaux fonds mondiaux; et ce qui est peut-être le plus intéressant : surtout par des pays du Sud qui eux-mêmes ont déjà été bénéficiaires d'aide (ou le sont encore). Il s'agit notamment de pays comme la

Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Venezuela et la Malaisie qui occupent une place prépondérante en matière de coopération au service du développement Sud-Sud. Ils fournissent aussi généralement de l'aide dirigée à l'extérieur des structures existantes comme le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ceci remet en question le système de gestion qui est appliqué à l'aide traditionnelle mais présente également de nouveaux avantages pour les pays bénéficiaires d'aide.

La conférence a également porté essentiellement sur la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. En 2005, les donateurs et les pays en développement se sont mis d'accord sur la Déclaration de Paris, qui a été acclamée comme marquant un pas important en avant en raison des engagements conjoints qu'elle établit dans les secteurs comme l'appropriation par les pays en développement, l'alignement et l'harmonisation des systèmes d'aide et la reddition mutuelle de comptes et parce qu'elle prescrit des objectifs et des indicateurs mesurables. Pourtant, comme il a été démontré au cours de la conférence, la mise en œuvre des engagements s'effectue lentement. Le fait que la Déclaration de Paris soit essentiellement un document technique qui concerne l'attribution de l'aide pose un problème plus sérieux. À ce titre, elle ne tient pas compte des facteurs politiques qui sont essentiels pour déterminer la façon dont l'aide est fournie et à quoi elle sert.

La question d'appropriation, toutefois, a provoqué les réactions les plus vives de la part des participants. La Déclaration de Paris souligne le fait que l'appropriation, par les pays en développement, de la stratégie et des politiques nationales devrait être ce qui compte le plus pour les efforts de coopération au service du développement. Pourtant, au moment crucial, les pays donateurs ne sont pas prêts à céder leur pouvoir et leur influence plus grands dans le cadre de la négociation. Certains pays, comme le Botswana, ont réussi à affirmer fermement

leur leadership sur leurs politiques de développement, alors qu'en Afrique subsaharienne, ils constituent l'exception plutôt que la règle. D'autres pays continuent à éprouver de la difficulté à exercer le contrôle sur le programme et à établir leurs propres plans et priorités.

La conférence *L'aide est-elle efficace?* a servi à ouvrir la voie vers le Forum de haut niveau d'Accra. Le mandat du Forum consistait à examiner l'état de la situation depuis l'adoption de la Déclaration de Paris en 2005 et à conclure une nouvelle entente supplémentaire. Le HLF d'Accra représentait, pour les organismes gouvernementaux d'aide, les institutions internationales ainsi que les organisations de la société civile, un « moment » extrêmement important qui aurait une incidence durable sur les efforts continus mis en œuvre en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide.

Des organisations de la société civile (OSC) ont tenu plusieurs réunions à Accra avant le HLF. Plus de 600 participants ont assisté à la plus importante de ces réunions, soit le Forum parallèle des OSC. Ce forum a appuyé l'importance de l'appropriation et la nécessité d'apporter des améliorations en matière de conditionnalité, de déliement de l'aide et de prévisibilité. Cependant, la réunion a également mis en évidence le fait que l'aide ne constitue qu'un facteur — et souvent non pas le plus important — qui permet de faire progresser le développement dans les pays à faible revenu. Pour les acteurs de la société civile, la préoccupation de premier plan porte sur la justice dans des secteurs qui comprennent le commerce, le changement climatique, les débits des ressources Sud-Nord et l'égalité entre les sexes et en ce qui a trait à l'aide.

Lors du Forum de haut niveau en question, les délégués officiels ont prononcé en martelant, une déclaration conjointe — le Programme d'action d'Accra (PAA) — qui comprend de nouveaux engagements en matière d'efficacité de l'aide. Bien que les négociations complexes dont découle le Programme d'action d'Accra se soient

Duel à Doha : La conférence de Doha 2008 vue de l'intérieur (suite de la page 3)

calmées depuis, on témoigne toujours d'un vif intérêt de savoir si cela permettra réellement de progresser en vue de rendre l'aide plus efficace ou si cela représente plutôt une dilution des changements plus profonds qui ont été préconisés avant la réunion.

À certains égards, il s'agit de bonnes nouvelles. Le PAA reconnaît que l'efficacité de l'aide est une question que ne relève pas uniquement des gouvernements. Le programme de l'Accra énonce que les gouvernements des pays en développement travailleront de façon plus concertée avec les parlements et les autorités locales et que tous les acteurs raffermiront leur engagements auprès des OSC. En écho au débat tenu lors de la conférence *L'aide est-elle efficace?*, le PAA inclut également une déclaration ferme sur les principes que la coopération Sud-Sud cherche à appliquer, notamment l'importance de la non-ingérence ainsi que le respect pour l'indépendance, la souveraineté et la diversité culturelle. La coopération Nord-Sud serait bien avisée de respecter elle aussi ces principes.

Dans l'ensemble, toutefois, le PAA peut seulement être perçu comme une déception. Ceci est en partie parce qu'il s'agit d'une entente par consensus qui s'adapte aux positions des acteurs qui sont les moins progressistes mais qui détiennent le plus de pouvoir — dont tous sont basés dans le Nord. Le programme final d'aide d'Accra qui a été négocié à Accra remplace les versions antérieures plus ambitieuses et le résultat constitue une victoire pour le dénominateur commun le plus bas plutôt que pour le vrai changement. Il y a peu d'améliorations dans les secteurs qui préoccupent davantage les gouvernements des pays en développement. Surtout, le PAA supprime tout espoir que les pays donateurs puissent tenir les promesses faites dans la déclaration de Paris et vraiment permettre aux pays en développement de s'approprier le développement.

Alors, quelle sera la prochaine étape? Étant donné les insuffisances du PAA, il est difficile d'être optimiste quant aux perspectives d'avenir pour le prochain forum de haut

niveau qui aura lieu en 2011. Mais peut-être y a-t-il d'autres indices plus encourageants pour l'avenir. La coopération Sud-Sud permet d'introduire de nouvelles possibilités en matière d'aide au développement. Les pays donateurs les plus progressistes ne tiennent pas compte de leurs pairs récalcitrants et ils choisissent d'agir seuls pour explorer de nouvelles démarches. Certains gouvernements de pays en développement tentent de mieux contrôler les conditions auxquelles ils sont assujettis pour accepter l'aide. De plus, l'on s'entend de plus en plus que l'efficacité de l'aide ne peut pas être améliorée sans que soit réparé le système de développement. Ceci pourrait mener à une rupture longtemps attendue avec les mécanismes traditionnels de détermination des politiques internationales d'aide (comme l'OCDE) qui sont dominés par les donateurs — et à l'émergence de nouvelles structures qui permettent aux pays en développement d'être représentés adéquatement et de jouer un rôle équitable dans le processus de décisions. ☉

Bill Morton fait partie de l'Institut Nord-Sud depuis août 2004 à titre de Chercheur sur les questions de coopération au service du développement. Il possède une solide expérience en aide au développement, en développement communautaire et en gestion de programmes internationaux. En septembre 2008, il a participé au 3^{ème} forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui se tenait à Accra. Il s'agit ici de son opinion sur l'évènement.

étaient formulées avec plus de modération, mais les positions de base concordaient. Est-ce là la manière dont les Canadiens souhaitent être représentés dans l'effort pour atteindre un nouveau multilatéralisme que bon nombre espèrent viendra avec la nouvelle administration américaine?

Demeurer mobilisés

La conférence de Doha a été le théâtre d'une vive lutte ayant pour but de rassembler les représentants de tous ceux et celles touchés par les crises actuelles, et chargés d'y trouver des solutions, au sein d'un seul organisme décisionnel et inclusif de haut niveau, soit les Nations Unies. Il est certain que les timides victoires acquises à Doha ne sont qu'un pas dans cette direction. Les gouvernements et les acteurs multilatéraux, et surtout les organismes canadiens et internationaux de la société civile, doivent se préparer aux prochaines étapes. Robert B. Zoellick, président de la Banque mondiale, et Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international, n'étaient pas les seuls absents des délibérations de Doha. Le ministre canadien des Finances et plusieurs figures importantes de la société civile auraient dû se joindre aux parlementaires présents à Doha. Un processus inclusif de préparation à la prochaine conférence de l'ONU devrait se mettre en branle dès maintenant au Canada. ☉

John W. Foster est Chercheur principal à l'INS en matière de société civile et de gouvernance. Ses travaux en cours portent sur de nouvelles façons de financer le développement, en particulier la taxe sur les transactions monétaires internationales. Il a participé au Forum de la société civile et à la Conférence sur le financement du développement international à Doha. Des documents additionnels, y compris certains articles de presse sur les activités de la société civile, sont disponibles dans le site Web de l'INS à www.nsi-ins.ca.

Publications, projets, gens

NOUVELLES PUBLICATIONS

The Currency Transaction Tax— Rate and Revenue Estimates

Publication de UNU Press (United Nations University Press)
Rodney Schmidt

Cet ouvrage présente le résultat de travaux effectués au cours de plusieurs années sur la taxe sur les transactions de change ou TTC, entrepris par le Chercheur principal en Financement et dette Rodney Schmidt. L'étude traite du fait qu'une telle taxe, qui n'a pas encore été mise en œuvre, est faisable, sécuritaire et facile à mettre en œuvre et qu'elle permet de collecter des fonds pour le développement international et pour des projets qui portent sur des problèmes mondiaux. Par l'intermédiaire de ses recherches, Rodney Schmidt fournit des réponses aux questions clés que se posent les sceptiques et les critiques, notamment quel devrait être le taux? Combien d'argent serait amassé? Quelles seraient les répercussions sur les marchés des changes étrangers?

Prix : 12,00 \$ US

ISBN 978-92-808-1159-9

Disponible chez : www.unu.edu/unupress/

Synthèses de l'INS—La taxe sur les transactions de change—une idée audacieuse pour le financement du développement

L'Institut Nord-Sud a publié un document d'information perspicace et convainquant intitulé *La taxe sur les transactions de change—une idée audacieuse pour le financement du développement*. Le document de quatre pages fournit des données probantes selon lesquelles l'implantation d'une taxe sur les transactions de change (TTC) peut soutenir le développement et réduire le nombre de personnes pauvres dans le Sud. L'exposé ainsi que la présentation récente en balado-diffusion sont établis à partir des résultats des travaux de recherche réalisés au cours des dernières années par le Chercheur principal pour le Financement et la dette Rodney Schmidt ainsi que des travaux portant sur la société civile et la gouvernance entrepris

par le Chercheur principal de l'INS John W. Foster.

En téléchargement depuis notre site Web au www.nsi-ins.ca

Breaking the Taboo: Perspectives of African Civil Society on Innovative Sources of Financing Development

Publié par la Commonwealth Foundation
John W. Foster, Seth Lartey, Cheikh Tidiane Toure

Breaking the Taboo recense les délibérations qui ont eu lieu lors de la consultation de la société civile sur les mécanismes innovants en matière de financement du développement qui ont eu lieu à Dakar, au Sénégal en avril 2008. Le présent rapport met en valeur les voix de la société civile africaine dans le cadre du discours sur les sources innovantes de financement et présente un instantané des enjeux et des préoccupations ainsi que des perspectives, de l'expérience et de l'analyse des organisations de la société civile qui étaient présentes lors de la consultation. Le rapport formule également des recommandations à l'égard de l'action à la veille de la conférence de Doha en novembre 2008.

L'ouvrage est disponible chez :

<http://publications.thecommonwealth.org/breaking-the-taboo-649-p.aspx>

En téléchargement depuis notre site Web au www.nsi-ins.ca

Rapport canadien sur le développement 2009—Financer le développement en temps de crise mondiale

La onzième édition de la publication phare de l'Institut Nord-Sud explore le débat actuel sur la meilleure façon de financer le développement et examine les façons dont les nations individuelles et les communautés internationales peuvent s'assurer d'un financement qui prévoit le développement durable et équitable. Le volume fait le point sur la crise financière actuelle, les défis à relever afin d'améliorer le fonctionnement de l'aide et discute de nouveaux moyens à mettre en place afin de financer le déve-

loppement, à savoir la taxe sur les transactions de change, la taxe sur les billets d'avion ainsi que la mobilisation des ressources intérieures et la Banque du Sud. Le RCD 2009 comporte également des statistiques et des analyses à jour sur les indicateurs sociaux et économiques des pays en développement, de même que des données sur la participation du gouvernement canadien avec ces pays.

ISBN 978-1-897358-06-1

(Français) 35,00 \$

Disponible en Anglais sous le titre :
Canadian Development Report 2009

ISBN 978-1-897358-05-4 (Anglais) 35,00 \$

Disponible auprès de www.renoufbooks.com

RAPPORTS DE L'INS

Missing Pieces: An Analysis of the Draft Environmental and Social Impact Assessment Reports for the Bakhuis Bauxite Project, West Suriname

Viviane Weitzner

Viviane Weitzner, Chercheuse principale (Communautés, conflit et collaboration), a rédigé *Missing Pieces: An Analysis of the Draft Environmental and Social Impact Assessment Reports for the Bakhuis Bauxite Project, West Suriname*. Ce rapport fait une analyse critique des études d'impact environnemental et social (EIES) présentées par les grandes sociétés d'exploitation minière BHP Billiton et Alcoa en ce qui a trait à leurs activités d'extraction sur des terres ancestrales dans les montagnes Bakhuis au Suriname de l'Ouest. Cette critique formule des recommandations concrètes qui permettent d'améliorer les plans des entreprises afin qu'elles s'ajustent aux droits des autochtones et aux normes internationales et qu'elles préparent le terrain en vue d'obtenir des résultats solides lors des négociations futures entre les entreprises et les communautés.

En téléchargement depuis notre site Web au www.nsi-ins.ca (disponible en anglais seulement).



Compte rendu *Breaking the Taboo: Perspectives of African Civil Society on Innovative Sources of Financing Development*, par John Foster, Seth Lartey et Cheikh Tidiane Touré

PAR TIMOTHY M. SHAW

Breaking the Taboo s'avère plus que jamais opportun et lucide. Alors que la perte de confiance envers les organismes d'État et intergouvernementaux est évidente à l'échelle mondiale, les idées pour le développement mondial proviennent de plus en plus de laboratoires d'idées (par exemple, la « découverte » de Goldman Sachs' des BRIC, l'acronyme formé pour désigner l'économie à forte croissance du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine) ainsi que des organisations non gouvernementales (par exemple, GlobalWitness). L'ensemble bien accueilli de propositions pour des sources innovantes pour le financement du développement, issues de la réunion de Dakar a été avancé dès le consensus de Monterrey, jusqu'à la réunion prévue à Doha (page 10), cette dernière ne devant pas être confondue avec la réunion plus tôt cette année où est survenu le contretemps du libre-échange. Les dix idées innovantes (notamment une taxe sur les billets d'avion, une taxe sur les transactions de change, la taxe sur les dioxydes de carbone, la solidarité numérique, une installation internationale d'achat de médicaments, le transfert de fonds des migrants et les flux illicites) sont conçues afin de répondre au besoin grandissant de ressources pour le Sud et ce, au moment où la proposition de la Commission Pearson de consacrer 0,7 % du PNB à l'aide publique au développement (APD) aura bientôt quarante ans et où le prochain « Consensus » sera probablement nommé d'après la capitale de la Chine.

Cette présentation de 50 pages met en relief les actions de la société civile, qui établit des réseaux et favorise l'avancement d'enjeux et de solutions novatrices même si les coalitions qui préconisent des interventions concernant par exemple, les enfants soldats et les armes légères, n'ont encore jamais acquis une légitimité ou continué sur leur lancée. Étonnamment alors, l'Initiative d'Halifax (page 17), créée au milieu des années 1990 et issue d'une contre-conférence du G-8, continue son action à ce jour, a veillé à l'avancement de Jubilee 2000 (un mouvement international de coalition présent dans plus de 40 pays en faveur de l'annulation de la dette du tiers monde pour l'année 2000) et l'allègement de la dette au tournant du siècle.

« La gouvernance privée dans le système international » pour la certification et les normes, ainsi que d'autres formes de réglementation comme la responsabilité sociétale d'entreprise (par exemple, la future norme ISO 26000 donnera des lignes directrices de l'ISO pour la responsabilité sociétale et sa publication est prévue pour fin 2010) sont de plus en plus pertinentes depuis que le droit international traditionnel ne livre pas la marchandise. De telles actions face à une mondialisation inégale (pages 14–15) continuent de multiplier d'autres orientations comme Publiez ce que vous payez (PWYP) et l'Initiative pour la transparence dans les industries d'extraction (EITI) qui, par ricochet, ont une incidence sur le rôle des ONG : de la défense des droits à l'évaluation et la surveillance?

Le *Commonwealth People's Forum* au Trinidad et Tobago devrait, en novembre de l'année prochaine, adopter et promouvoir ces concepts porteurs d'avenir. Les coalitions formées d'acteurs mixtes sont l'avenir, même si un cercle de disciplines établies tarde à reconnaître ce fait, notamment celles du développement, les études diplomatiques ou stratégiques ainsi que les relations internationales et l'économie politique. Au début de la deuxième décennie du 21^e siècle, alors que l'équilibre entre l'État et le marché revient manifestement vers le centre, nous avons visiblement besoin d'un autre Bretton Woods pour l'avancement des possibilités de développement des États fragiles, même si les économies en émergence sont sur leur propre lancée. On espère que le G-8—dont la rencontre est prévue au milieu de 2010—puisse le reconnaître et planifier en conséquence. Nous sommes tous reconnaissants envers un trio engagé dans l'animation globale d'avoir avancé cette idée : John Foster (le Chercheur de l'INS qui a contribué à cet ouvrage), Cheikh Tidiane Touré et Seth Lartey—qui forment un vrai « groupe pilote ».

L'auteur de ce compte-rendu, Timothy M. Shaw, détient un doctorat de Princeton et est professeur et directeur de l'*Institute of International Relations of The University of the West Indies at St. Augustine, Trinidad et Tobago*

(Cette publication est disponible en téléchargement à partir du site Web de l'INS : http://www.nsi-ins.ca/english/publications/policy_briefs.asp On peut commander l'ouvrage à partir de l'adresse <http://publications.thecommonwealth.org/breaking-the-taboo-649-p.aspx>)

L'aide est-elle efficace? Peut-elle être améliorée? Questions critiques sur la route d'Accra et de Doha – Conférence internationale de l'INS.

Note politique de l'INS—La réforme de l'aide et la coopération au développement : Accra, Doha et au-delà

par Stephen Brown et Bill Morton

La réforme de l'aide et la coopération au développement analyse quelques-uns des enjeux liés à l'amélioration de l'efficacité de l'aide

et à son impact. Il avance un certain nombre de recommandations politiques, adressées tout particulièrement aux donateurs. Le présent document politique s'appuie sur les conclusions clés de la conférence *L'aide est-elle efficace? Peut-elle être améliorée?* organisée par l'Institut Nord-Sud et tenue à Ottawa les 17 et 18 juin 2008 et il a été rédigé avant le Forum de haut niveau d'Accra sur la « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide » en septembre 2008 et la Conférence de Doha sur le financement du développement, en novembre 2008.

Rapport de la conférence : L'aide est-elle efficace? Peut-elle être améliorée?

par Clyde Sanger

Ce rapport détaillé présente un compte rendu des discussions de chacune des huit réunions d'experts de la conférence *L'aide est-elle efficace? Peut-elle être améliorée?* et en fait dégager les principaux thèmes. La conférence a réuni des conférenciers du monde entier ainsi que des participants canadiens,

(suite à la page 14)

Publications, projets, gens

(suite de la page 13)

pour discuter de la coopération au développement et de financement en la matière.

Les deux documents qui ont été mentionnés plus haut sont disponibles en téléchargement depuis notre site Web au www.nsi-ins.ca

DANS NOTRE SITE WEB

Série en baladodiffusion de l'Institut Nord-Sud sur le développement – La Taxe sur les transactions de change; Une solution novatrice pour financer le développement

L'Institut Nord-Sud a produit un autre fichier balado de ses séries sur le développement et intitulée *La Taxe sur les transactions de change — Une solution novatrice pour financer le développement*. Le fichier balado est lié à un projet qui s'échelonne sur plusieurs années et porte sur la mise en œuvre de la taxe sur les transactions de change, ou TTC, une taxe qui pourrait effectivement permettre de recueillir de l'argent au profit des besoins en matière de développement international. Dans cet épisode, l'animatrice Lois Ross, Directrice des communications et des publications de l'INS, réalise une entrevue auprès des Chercheurs principaux Rodney Schmidt et John W. Foster sur la faisabilité de la TTC ainsi que sur l'efficacité de cette taxe, en particulier à la suite d'une crise financière mondiale.

Pour écouter la série ou la télécharger, consultez notre site Web à l'adresse suivante : www.nsi-ins.ca/english/podcasts/

En outre, la série documentaire en trois volets (en anglais seulement) produite précédemment par l'Institut Nord-Sud — *Perspectives du Sud sur la réforme de l'architecture du développement* se penche sur les résultats d'un projet de recherche de deux ans dans le cadre duquel on demandait à des chercheurs du Sud leur opinion sur la façon dont l'aide au développement international est fournie.

Dealing Full Force — documentaire produit par l'INS sur l'exploitation minière et les peuples autochtones

Dealing Full Force est un documentaire de 20 minutes qui a été produit comme élément complémentaire de l'étude de cas, du même nom, rédigé par la Chercheuse principale de l'INS, Viviane Weitzner (Communautés, conflit et collaboration). Ce documentaire avance diverses perspectives des membres de la communauté de la Première nation de Lutsel K'e Dene dans les Territoires du Nord-Ouest du Canada, au sujet de l'expérience de cette communauté lors de négociations avec les sociétés d'exploitation minière. Bien que cette vidéo ait été produite spécifiquement pour les communautés autochtones du Suriname occidental, elle intéressera les communautés autochtones du Canada et du monde entier. Elle a été produite grâce à l'appui financier du Centre de recherches pour le développement international.

Pour visionner le documentaire, consultez notre site Web à l'adresse suivante : <http://www.nsi-ins.ca/english/research/progress/56.asp>

PROJETS EN COURS

Réponses politiques au financement en déroute

L'économie mondiale est aux prises avec une crise économique systémique. Cette crise n'est jamais que la dernière expression en date de l'instabilité financière des 25 dernières années. Les crises passées ont démontré qu'en plongeant le Nord en récession, la crise actuelle pourrait exercer une influence négative majeure sur le commerce, l'investissement et la croissance des pays en développement. Le présent projet se penchera sur les moyens qui, devant cette crise économique, permettront de répondre aux besoins économiques et sociaux des marchés émergents et des pays en développement. Il s'agira également d'examiner les moyens de rendre ces pays moins vulnérables ainsi qu'une réforme des régimes réglementaires et de la gouvernance financière mondiale pour mieux servir aux objectifs

en matière de développement économique et social.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Roy Culpeper à rculpeper@nsi-ins.ca

Mobilisation des ressources nationales en Afrique — Phase II

Ce projet est une collaboration entre l'Institut Nord-Sud (INS), l'African Economic Research Consortium (AERC), la Banque africaine de développement (BAFD) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et traite de la mobilisation des ressources intérieures dans les pays d'Afrique subsaharienne, utilisée afin de stimuler la croissance, réduire la pauvreté et favoriser davantage de développement autocentré. Il explorera l'influence exercée par la mobilisation d'une plus grande part des ressources intérieures dans les pays d'Afrique subsaharienne sur le développement et se penchera sur les politiques et les institutions qui sont nécessaires afin de renforcer la mobilisation des ressources financières intérieures.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Aniket Bushan à abushan@nsi-ins.ca

ACTIVITÉS PUBLIQUES DE L'INS

L'Afghanistan : Paix et prospérité pour la population et un cas type pour l'OTAN

Le 19 juin — À titre de suivi de la Conférence internationale de soutien à l'Afghanistan, la Fondation Friedrich Ebert au Canada et l'Institut Nord-Sud ont organisé conjointement une discussion sous forme de table ronde sur le renforcement de l'État et la consolidation de la paix en Afghanistan. Ces discussions ont été l'occasion de réunir des intervenants issus des milieux gouvernementaux, non-gouvernementaux et universitaires, notamment Ernie Regehr, professeur agrégé adjoint, *Peace and Conflict Studies*, University of Waterloo, Son Excellence Omar Samad,

Ambassadeur de l'Afghanistan au Canada, Almut Wieland-Karimi, Directeur, Friedrich Ebert Foundation, Washington DC. Les discussions ont porté sur les grands défis auxquels font face les efforts actuels en matière de reconstruction et de stabilisation en Afghanistan, tels que la résurgence de la violence ou encore l'amenuisement du soutien international et ont cherché des moyens de parvenir à la paix dans ce pays. Cette réunion était aussi l'occasion d'obtenir l'opinion du public sur des moyens à entreprendre pour améliorer la coopération entre le Canada et l'Allemagne durant le processus de consolidation de la paix en Afghanistan.

[Le rapport de la conférence est disponible en téléchargement depuis notre site Web au <http://www.nsi-ins.ca/english/events/fes.asp>](http://www.nsi-ins.ca/english/events/fes.asp)

L'aide est-elle efficace? Peut-elle être améliorée? Questions critiques sur la route d'Accra et de Doha

Les 17 et 18 juin — L'Institut Nord-Sud a organisé une conférence internationale à Ottawa, Canada sur le thème de l'aide. L'événement de deux jours qui présentait plus de 30 conférenciers venant d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que de l'Amérique du Nord portait sur la coopération au développement et sur les questions de financement, en prévision de la tenue du Forum de haut niveau d'Accra sur la « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide » qui avait lieu en septembre 2008 et de la Conférence de Doha sur le financement du développement, en novembre 2008. Le programme de la conférence a mis au premier plan les perspectives du Sud sur la coopération au développement, en particulier étant donné que l'importance de celles-ci est par ailleurs souvent minimisée dans le cadre de débats d'orientation en matière de développement. Le programme a fait le point de l'évidence et de l'opinion actuelles sur l'impact et l'efficacité de l'aide et a évalué l'importance relative de l'aide par rapport aux autres sources de financement du développement.

Le programme de la conférence accompagné des présentations ainsi qu'un rapport détaillé de la conférence sont disponibles en téléchargement depuis notre site Web au www.nsi-ins.ca/fran/events/aid.asp

Souper-conférence de l'INS avec le conférencier invité Michael Lee-Chin — « Le rôle du monde des affaires dans le développement durable : Bâtir un meilleur avenir pour la Jamaïque »

Le 17 juin — L'Institut Nord-Sud accueillait plus de 200 invités à l'hôtel Crowne Plaza à Ottawa lors d'un souper, avec une présentation spéciale par Michael Lee-Chin, président du conseil d'administration de Portland Holdings Inc. M. Lee-Chin a parlé des moyens pour obtenir des résultats en matière de développement durable et de créer de la richesse dans les Caraïbes par l'intermédiaire d'investissement dans le secteur privé et il a démontré comment l'investissement peut aider à « bâtir un meilleur avenir pour la Jamaïque ». L'événement a aussi permis d'explorer comment l'investissement dans la communauté et le développement dans les Caraïbes sont essentiels au développement social et économique du Canada. La soirée était organisée dans le cadre de la conférence internationale *L'aide est-elle efficace? Peut-elle être améliorée? Questions critiques sur la route d'Accra et de Doha*, qui présentait plus de 30 conférenciers venant de l'Afrique, de l'Asie de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que de l'Amérique du Nord et portait sur la coopération au développement et du financement en la matière.

[\(voir photos pages 14–15 dans « Review »\)](#)

GENS DE L'INS CHANGEMENTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INS

Nouveaux membres du conseil d'administration

Nous souhaitons la bienvenue aux membres du conseil d'administration suivants :

Ron Salole — Institut canadien des comptables agréés (CICA)

Ewan Nick Hare — Ancien ambassadeur canadien (retraité)

Danika Billie Littlechild — J. Wilton Littlechild Law Office

John G. Williams — Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC)

Départs

Nous avons le regret d'annoncer le départ des membres du conseil d'administration suivants :

Michael Eastman — Élu au conseil d'administration de l'INS en 2007, il est Directeur général de la CCAF-FCVI Inc.

Thandiwe Nkomo — Élu au conseil d'administration de l'INS en 2004, elle est agente des programmes d'Abri international.

CHANGEMENTS AU SEIN DU PERSONNEL DE L'INS

Nouveaux membres du personnel

Elizabeth Last

Elizabeth Last a joint les rangs de l'Institut Nord-Sud en octobre 2008 à titre d'adjointe exécutive auprès du président. Avant de rejoindre les rangs de l'Institut, elle a travaillé pour des ONG sans but lucratif, ainsi que pour le gouvernement. Elle nous fera ainsi profiter de son expérience dans la gestion d'un bureau, la planification d'événements, le financement, le rayonnement communautaire et la coordination des bénévoles. Elizabeth possède une vaste expérience auprès de conseils et de comités.

Krista Nerland

Krista Nerland se joint à l'Institut Nord-Sud dans le cadre du programme de stages d'un an du ministère de la Défense nationale — Le Forum sur la sécurité et la défense. Elle est une nouvelle diplômée de maîtrise en sciences politiques de l'Université McGill et ses études ont porté principalement sur le conflit et le relèvement après un conflit au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne.

Publications, projets, gens

Pendant son stage à l'INS, elle assistera l'équipe de prévention des conflits dans le cadre des projets sur l'égalité des sexes dans les États fragiles (GEFS) et sur la réforme du secteur de la sécurité; elle mènera également son propre travail de recherche sur la politique étrangère canadienne dans les pays de la Corne de l'Afrique.

L'INS leur souhaite la bienvenue

Départs

Mejlina Modanu

Mejlina Modanu fait partie de l'équipe de l'Institut Nord-Sud depuis 2004 à titre d'adjointe à la recherche. Elle a travaillé auprès de plusieurs chercheurs de l'INS et son travail porte principalement sur des questions de société civile et de gouvernance. Elle est l'auteure principale de *Nous les peuples 2008 — Cap sur 2015 : Accroître la participation, chercher à réussir*. Mejlina a également occupé le poste d'adjointe administrative au président, dans le cadre duquel elle a joué un rôle clé dans l'organisation des réunions et des événements, notamment la conférence internationale de l'INS *L'aide est-elle efficace? Peut-elle être améliorée?* L'INS la remercie pour son dévouement et tout le travail accompli au cours de son séjour à l'Institut.

Message du président

(suite de la page 4)

Nations Unies Ban Ki-Moon ait tenté de lancer une passerelle entre la conférence du G-20 et la conférence de Doha, cette dernière n'était clairement pas perçue par les intervenants clés du G-20, en particulier les États-Unis, comme étant essentielle pour aborder la crise.

Il semble clair que bien que des étapes importantes aient été mises en œuvre par le G-20 à Washington afin de freiner la crise financière, on peut seulement qualifier celles-ci de bon début. La communauté internationale est encore loin de s'attaquer aux problèmes bien enracinés qui menacent l'économie mondiale et qui demanderont un changement radical des politiques et des institutions qui, depuis plus de trois décennies, ont contribué à une crise économique qui continue de s'aggraver et de se répandre. ☉

Trouver des solutions par l'intermédiaire du dialogue social (suite de la page 7)

prétendre qu'il avait aggravé la situation. Par contre, comme c'était le cas au Nord, le libre-échange avait contribué à une inégalité de revenu accrue. Ils ont promptement retourné à la demande maintes fois entendue selon laquelle les politiques macroéconomiques appliquées doivent favoriser les pauvres (faible inflation, budgets équilibrés, devise qui ne soit pas surévaluée) et la politique sociale doit être « ciblée » — conçue pour connaître les effets du commerce sur la répartition des revenus.

Cette fois, l'assistance s'est contentée de bâiller respectueusement et d'amorcer une courte discussion qui a révélé les éternelles peurs toujours présentes des élites intellectuelles latino-américaines à l'égard du populisme. Si le commerce est représenté comme provoquant la pauvreté, que cela soit avéré ou non, sait-on où et comment se manifesterait un accroissement du protectionnisme à l'intérieur de l'Amérique Latine au cours des deux prochaines années? Par ailleurs, si le commerce contribue peu en tant que solution à la pauvreté mais augmente effectivement l'inégalité et qu'aucune condition n'existe aux fins d'amélioration ou d'augmentation des dépenses d'assistance en Amérique Latine, n'est-il donc pas préférable de simplement augmenter le protectionnisme? Malheureusement, les présentateurs étaient peu loquaces sauf pour donner des réponses usuelles comme « le protectionnisme est mauvais, les politiques d'assistance doivent être appliquées de façon efficace, la démocratie apportera des améliorations sur le plan institutionnel et ainsi de suite ».

Lors des discussions concernant l'architecture du commerce internationale, la plupart des Brésiliens, des Argentins et des Latino-Américains ont exprimé ouvertement leur regret d'avoir rejeté l'entente de Doha de l'OMC telle que présentée en juillet et en août cette année. Ils ont déclaré que le prix très élevés des produits de base et l'implication, qui aujourd'hui se révèle mal fondée, que ces prix pourraient continuer à augmenter avec le temps les ont incité à ne pas conclure de marché plutôt que d'accepter ce qu'on leur offrait. En tenant compte de ce qu'ils savaient maintenant et ce qu'ils prévoient pour l'avenir, le fait d'avoir pu profiter de plus de garanties en matière d'accès aux marchés du Nord pour leurs produits de base aurait constitué un marché intéressant même s'ils avaient eu à payer par l'intermédiaire de tarifs

consolidés inférieurs pour des biens manufacturés, a indiqué Martin Pineiro (Argentine). Autrement dit, ils s'attendent à un climat de commerce international dont les mesures de protection arbitraires, notamment les règlements en matière de droits antidumping et compensateurs, seront librement appliqués aux exportations du Sud sur les marchés du Nord; ceci assènera un autre coup à la misère dans le Sud, qui est déjà martelée par les bas prix de la plupart des produits de base et qui prévoit des rendements encore plus faible dans l'avenir.

La réaction des représentants d'organisations de la société civile présents à la réunion et qui sont surtout liés à des réseaux financés internationalement, comme Greenpeace et l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC), a été fort intéressante, de même que celle d'autres représentants d'appartenance plutôt régionale ou locale. Tous ont compris la portée des macro-changements qui se manifestaient par rapport à leur enjeu respectif ou aux contextes privilégiés. Ceux qui étaient opposés aux éléments moteurs de la mondialisation, à savoir le commerce et l'investissement, ont vu clairement que ces forces étaient dorénavant affaiblies; ainsi, afin de demeurer fidèles à leurs idéaux, les programmes de leurs organisations doivent être réorientés vers le capital local plutôt que vers les multinationales, qui connaissent déjà un fléchissement en raison de crises dans leurs pays d'attache. Ceux qui militaient pour les questions environnementales ont réalisé qu'ils devaient également changer depuis que la priorité n'était plus tant à la compétition internationale qu'à la contraction de la demande domestique pour tous les produits; ceci modifiait leur public visé. Ceux qui militaient pour une plus grande part des profits à l'intention des populations locales ou autochtones à partir de l'exportation des ressources naturelles étaient les plus préoccupés; ils ont compris que de tels profits rétrécissaient à vue d'œil et disparaissaient même dans certains cas. ☉

¹ à http://www2.ilo.org/global/What_we_do/Publications/Officialdocuments/lang--fr/docName--WCMS_099767/index.htm

² <http://www.reports-and-materials.org/Ruggie-report-7-Apr-2008.pdf>

³ Voir Terry McKinley, « Structural Policies for Poverty-Reducing Employment » dans ce numéro, à <http://www.undp-povertycentre.org/pub/IPCPovertyInfFocus16.pdf>